|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Objet** | **Acte législatif/disposition** | **Délai de prescription/délai de préavis** |
| **Réclamations**  ***La Loi de 2002 sur la prescription des actions s’applique aux réclamations présentées dans le cadre d’une instance judiciaire, sauf certaines exceptions, par exemple, la Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles.***  ***Réclamations présentées par des mineurs***  ***Réclamations émanant de personnes incapables*** | [Loi de 2002 sur la prescription des actions, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4  Art. 6  Art. 7 | **2 ans** à partir du jour où sont découverts les faits à l’origine de la « réclamation ».  Le délai de prescription de **2 ans** ne court pas tant que le titulaire du droit de réclamation est mineur et n’est pas représenté par un tuteur à l’instance à l’égard de la réclamation.  Le délai de prescription de **2 ans** ne court pas tant que le titulaire du droit de réclamation est dans l’incapacité d’introduire une instance relative à la réclamation en raison de son état physique, mental ou psychologique. |
|  |  | Le délai de prescription court à partir du moment où le tuteur à l’instance dépose l’affidavit requis par la règle 7 des *Règles de procédure civile* : [*Siddiqui v. Saint Francis Xavier High School*,](https://www.canlii.org/en/on/onsc/doc/2019/2019onsc30/2019onsc30.html) [2019 ONSC 30](https://www.canlii.org/en/on/onsc/doc/2019/2019onsc30/2019onsc30.html). Voir [*Carmichael v. Glaxosmithkline Inc.*, 2019 ONSC 2037](http://canlii.ca/t/j000w). |
| **Voies de fait, agression sexuelle, inconduite d’ordre sexuel** | [Loi de 2002 sur la prescription des actions, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à partir du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts, mais pas de délai de prescription pour certaines agressions et inconduites sexuelles en vertu des alinéas 16 h), 16 h.1), 16 h.2). Voir ci-dessous. |
| Alinéa 16 h) | Il n’y a **pas de délai de prescription** dans le cas d’une instance reposant sur une agression sexuelle. |
| Alinéa 16 (h.1) | Il n’y a **pas de délai de prescription** pour une instance reposant sur une inconduite d’ordre sexuel lorsque le titulaire du droit de réclamation était mineur au moment de l’acte et que la personne accusée (i) était responsable du titulaire du droit de réclamation, (ii) était en position de confiance ou d’autorité par rapport au titulaire du droit de réclamation, ou (iii) le titulaire du droit de réclamation le titulaire du droit de réclamation dépendait de l’autre personne financièrement, émotivement, physiquement ou autrement. |



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Voies de fait, agression sexuelle, inconduite d’ordre sexuel**  **Réclamations relatives aux contrats**  **Contribution et indemnité (délit et contrat)** | Alinéa 16 h.2) | Il n’y a **pas de délai de prescription** pour une instance fondée sur des voies de fait lorsque le titulaire du droit de réclamation était mineur ou lorsque la relation entre le titulaire du droit de réclamation et la personne accusée comprenait (i) une relation intime, ou (ii) le titulaire du droit de réclamation dépendait de l’autre personne financièrement, émotivement, physiquement ou autrement. |
| [Loi de 2002 sur la prescription des actions, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | Délai de deux ans en règle générale, conformément à l’article 4 de la Loi. Les parties à un contrat peuvent toutefois renoncer par contrat au délai de prescription de deux ans, à moins qu’il ne s’agisse d’un contrat de consommation : *Loi de 2002 sur la prescription des actions*, art. 22. L’annexe de la loi énumère quelques exceptions à la règle générale de deux ans, par exemple, les dommages causés aux véhicules automobiles ou à leur contenu, ou les réclamations pour perte par incendie. |
| [Loi de 2002 sur la prescription des actions, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4, art. 18. | 2 ans à compter de la date à laquelle la déclaration de réclamation a été signifiée au défendeur, sous réserve de la possibilité de découvrir la demande de contribution.  [*Mega International Commercial Bank (Canada) v. Yung,* 2018 ONCA 429](http://canlii.ca/t/hrvbs) |
| **Privilèges de constructeur** | [*Loi sur la construction*, L.R.O. 1990, chap. C. 30](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90c30), art. 31. | La *Loi sur la construction* de l’Ontario a modifié les processus de conservation et d’opposabilité des privilèges, de paiement rapide et d’arbitrage intérimaire. Toutefois, ces processus sont soumis à des dispositions transitoires. Pour déterminer si c’est la *Loi sur le privilège dans l’industrie de la construction* ou la nouvelle *Loi sur la construction* qui s’applique, consultez [l’organigramme détaillé](https://www.practicepro.ca/practice-aids/checklists/construction-lien-flowchart/) et l’[article connexe](https://avoidaclaim.com/2019/update-upcoming-changes-to-the-construction-act/) de practicePRO.  Si c’est la *Loi sur la construction* qui s’applique, les délais de prescription et de préavis suivants sont applicables : |

2



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Conservation des privilèges de l’entrepreneur** | Al. 31 (2) a) | Lorsque des services ou des matériaux sont fournis en vue d’améliorations à la date ou *avant* la date certifiée ou déclarée d’exécution du contrat pour l’essentiel, le délai de prescription de **60 jours** commence à courir à compter de la moins récente des dates suivantes : (i) la date de publication d’une copie du certificat ou de la déclaration attestant l’exécution du contrat pour l’essentiel ou (ii) la date d’achèvement, d’abandon ou de résiliation des travaux prévus dans le contrat. |
| Al. 31 (2) b) | Lorsque des services ou des matériaux sont fournis en vue d’améliorations en l’absence d’un certificat ou d’une déclaration attestant l’exécution du contrat pour l’essentiel ou *après* la date qui est certifiée ou déclarée comme étant celle d’exécution du contrat pour l’essentiel, le délai de prescription de **60 jours** commence à courir à compter de la moins récente des dates suivantes : (i) la date d’achèvement des travaux prévus dans le contrat ou (ii) la date d’abandon ou de résiliation des travaux prévus dans le contrat. |
| **Conservation des privilèges du fonds en fiducie des ouvriers** | Al. 31 (2.1) a) | Lorsque des services ou des matériaux sont fournis en vue d’améliorations *au plus tard à la date* certifiée ou déclarée comme étant celle d’exécution du contrat pour l’essentiel, le délai de prescription de **60 jours** commence à courir suivant la moins récente des dates suivantes : (i) la date de publication d’une copie du certificat ou de la déclaration attestant l’exécution du contrat pour l’essentiel ou (ii) la date de la dernière prestation de services ou fourniture de matériaux en vue des améliorations par le dernier ouvrier qui est un bénéficiaire du fonds en fiducie des ouvriers ou (iii) la date d’achèvement, d’abandon ou de résiliation des travaux prévus dans le contrat ou (iv) la date de certification de l’achèvement des travaux prévus dans un contrat de sous-traitance, si des services ou des matériaux ont été fournis relativement à ce contrat de sous-traitance. |
| Al. 31 (2.1) b) | Lorsque des services ou des matériaux sont fournis en vue d’améliorations en l’absence d’un certificat ou d’une déclaration attestant l’exécution du contrat pour l’essentiel ou *après* la date qui est certifiée ou déclarée comme étant celle d’exécution du contrat pour l’essentiel, le délai de prescription de **60 jours** commence à courir suivant la moins récente des dates susmentionnées à l’alinéa 31 (2.1) a), à l’exclusion de la date de publication. |
| **Conservation des privilèges d’une autre personne** | Al. 31 (3) a) | Lorsque pour des services ou des matériaux fournis en vue des améliorations *au plus tard à la date* qui est certifiée ou déclarée comme étant celle d’exécution du contrat pour l’essentiel, le délai de prescription de **60 jours** commence à courir à compter de la moins récente des dates suivantes : (i) la date de publication d’une copie du certificat ou de la déclaration attestant l’exécution du contrat pour l’essentiel ou (ii) la date de la dernière prestation de services ou fourniture de matériaux en vue des améliorations (iii) la date d’achèvement, d’abandon ou de résiliation des travaux prévus dans le contrat ou (iv) la date de certification de l’achèvement des travaux prévus dans un contrat de sous-traitance, si des services ou des matériaux ont été fournis relativement à ce contrat de sous-traitance. |

3



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Al. 31 (3) b) | Lorsque pour des services ou des matériaux fournis en vue des améliorations en l’absence d’un certificat ou d’une déclaration attestant l’exécution du contrat pour l’essentiel ou *après* la date qui est certifiée ou déclarée comme étant celle d’exécution du contrat pour l’essentiel, le délai de prescription de **60 jours** commence à courir à la moins récente des dates mentionnées à l’alinéa 31 (2.1) a), à l’exclusion de la date de publication. |
| **Extinction du privilège conservé** | Par. 36 (2) | **90 jours pour** rendre « opposable » le privilège avant qu’il n’expire - le délai court à partir du dernier jour où le privilège aurait pu être conservé. |
| **Extinction d’un privilège rendu opposable** | Par. 37 (1) | L’action doit être inscrite pour instruction dans un délai de **2 ans** à compter de la date d’introduction de l’action qui a rendu ce privilège opposable, sinon le privilège opposable expire. |
| **Indemnisation des victimes d’infractions criminelles** | [*Loi sur l’indemnisation des victimes d’actes criminels*, L.R.O. 1990, chap. C. 24](https://www.ontario.ca/laws/statute/90c24), par. 6 (1) | **Remarque : La présente loi sera abrogée à une date qui sera fixée par le lieutenant-gouverneur.**  La requête en indemnisation doit être présentée dans un délai de **2 ans** à compter de la date de la lésion ou du décès. |
| Par. 6 (2) | Le délai de prescription ci-dessus ne s’applique pas s’il s’agit d’un crime de violence sexuelle ou d’un crime de violence survenu au sein d’une relation d’intimité ou de dépendance. |
| **La Couronne (Ontario)** | [*Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l’intéressant*, L.O. 2019, chap. 7, annexe 17](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/19c07c), par. 18 (1), par. 18 (5) | Un avis de demande signifié **60 jours** avant l’introduction de l’instance contre la Couronne contenant les détails qui suffisent à déterminer les faits qui ont donné lieu à la demande doit être donné, sauf dans le cas d’une demande reconventionnelle ou d’une demande en compensation. |
| Par. 18 (3)  Par. 18 (4), al. 8 (1) b) | Si un avis de demande est signifié en vertu de l’article 15 avant l’expiration du délai de prescription applicable à l’introduction d’une action pour la demande et que le délai de 60 jours expire après l’expiration du délai de prescription, le délai de prescription est prorogé jusqu’à la fin de **7 jours** après l’expiration du délai de **60 jours**. |

4



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | L’avis de demande pour tout manquement aux obligations liées au contrôle des biens doit être donné dans les **10 jours** suivant la survenance de la demande. |
| [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 3  et art. 4 | Actions contre la Couronne - 2 ans à compter de la découverte des faits à l’origine de la réclamation. La Loi de 2002 loi sur la prescription des actions lie la Couronne. |
| **Diffamation**  **Libelle diffamatoire imprimé dans un journal, radiodiffusé ou télédiffusé** | [*Loi sur la diffamation*, L.R.O. 1990, chap. L.12](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90l12), par. 5 (1). | L’avis de l’action doit être signifié au défendeur dans les **6 semaines** suivant la date à laquelle le demandeur a eu connaissance de la diffamation alléguée. |
| Art. 6 | L’action doit être engagée dans les **3 mois** suivant la date à laquelle la personne diffamée a eu connaissance de la diffamation. Toutefois, si une telle action est intentée dans ce délai, elle peut inclure une demande fondée sur tout autre libellé diffamatoire commis par le défendeur contre le demandeur, dans le même journal ou à la même station de radiodiffusion ou de télédiffusion, dans **l’année** qui précède l’introduction de l’action. |
| **Diffamation verbale** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4. | **2 ans** à compter du jour où sont découverts les faits à l’origine de la réclamation. |
| **Actions et demandes en matière familiale** | [*Loi sur le droit de la famille*, L.R.O. 1990, chap. F.3](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90f03). |  |
| **Prorogation des délais** | Par. 2 (8) | Le tribunal peut, sur motion, proroger un délai prescrit par la présente loi s’il est convaincu que : a) il existe des motifs à première vue d’accorder un redressement ; b) il est impossible d’accorder un redressement à cause d’un retard encouru de bonne foi; et c) la prorogation ne causera de préjudice important à personne. |

5



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Égalisation des biens familiaux nets** | Par. 7 (3) | Une requête en égalisation des biens familiaux nets ne peut être introduite après la première des dates suivantes :  a) **deux ans** après le jour où le mariage prend fin en vertu du divorce ou du jugement de nullité; b**) six ans** après le jour où les conjoints se séparent et qu’il n’existe aucune perspective raisonnable qu’ils cohabitent de nouveau; (c) **six mois** après le décès du premier conjoint. |
| **Annulation d’un contrat familial** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), al. 16 (1) a) | Il n’y a pas de délai de prescription dans le cadre d’une instance en vertu du paragraphe 56 (4) de *la Loi sur le droit de la famille* visant à annuler un contrat de mariage, qu’il s’agisse d’une instance autonome visant à obtenir une déclaration ou d’une instance visant à obtenir une réparation en conséquence. Toutefois, cette réparation demeure assujettie aux délais de prescription applicables. [*Kyle v. Atwill,* 2020 ONCA 476](http://canlii.ca/t/j8svs) |
| **Obligations alimentaires des conjoints et des personnes à charge** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), al. 16 (1) c) | Il n’y a pas de délai de prescription à l’égard d’une instance visant à obtenir une obligation alimentaire en vertu de la Loi sur le droit de la famille ou à faire respecter une disposition relative à l’obligation alimentaire contenue dans un contrat ou un accord qui pourrait être déposée en vertu de l’article 35 de la *Loi sur le droit de la famille.* |
| **Réclamation indirecte en dommages-intérêts par les personnes à charge en vertu de la Loi sur le droit de la famille, article 61** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts, sous réserve des articles 6 et 7 si les titulaires du droit de réclamation sont mineurs ou incapables.  (Remarque : Si la demande du titulaire du droit de réclamation adulte ou de la succession est prescrite, la réclamation indirecte des personnes à charge en vertu de l’article 61 de la Loi sur le droit de la famille est également prescrite: [*Smith Estate v. College of Physicians and*](http://canlii.ca/t/6gfj)[*Surgeons*, (1998) 41 O.R. (3d) 481 (C.A.)](http://canlii.ca/t/6gfj)) |
| **Professionnels - médecins et autres prestataires de soins de santé, dentistes,** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts.  Remarque : Le délai de prescription peut être prorogé pendant que le professionnel tente de réparer ses erreurs : [*Brown v. Baum*, 2016 ONCA 325](http://canlii.ca/t/gr52k) |

6



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **architectes, ingénieurs, avocats, etc.** |  |  |
| **Réparation des routes** |  |  |
| **Routes principales** | [*Loi sur l’aménagement des voies publiques et des transports en commun, L.R.O. 1990, chap. P.50*](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90p50), par. 33 (4) | Un avis écrit de la demande et de la lésion invoquée doit être signifié ou envoyé par courrier recommandé au ministre dans les **10 jours** de la survenance de la lésion. Toutefois, le défaut de donner l’avis ou son insuffisance n’exclut pas l’action si un juge conclut que ce défaut ou cette insuffisance sont suffisamment justifiés et qu’ils ne sont pas préjudiciables à la défense de la Couronne. |
|  | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts. |
|  | [*Loi de 2001 sur les municipalités*, L.O. 2001, chap. 25](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/01m25),  par. 44 (10) | Un avis écrit de la réclamation et de la blessure faisant l’objet de la plainte doit être signifié ou envoyé par courrier recommandé au secrétaire de la municipalité dans les **10 jours** de la survenance de la blessure; si la réclamation est faite contre deux municipalités ou plus qui sont conjointement tenues d’entretenir la voie publique ou le pont, au secrétaire de chacune des municipalités. |
| **Chaussée municipale** | Par. 44 (11) | Le fait de ne pas donner l’avis n’empêche pas d’intenter l’action en cas de décès du blessé des suites de la blessure. |
|  | Par. 44 (12) | Le fait de ne pas donner l’avis ou l’insuffisance de celui-ci n’empêche pas d’intenter l’action si un juge conclut qu’une excuse raisonnable explique le défaut ou l’insuffisance de l’avis et que ce défaut ou cette insuffisance n’est pas préjudiciable à la défense de la municipalité. |

7



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | [*Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, L.O. 2006, chap. 11, annexe A](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/06c11), par. 42 (6) | Un avis écrit de la réclamation et de la blessure doit être signifié ou envoyé par courrier recommandé au secrétaire de la cité dans les **10 jours** suivant la survenance de la blessure. Si la réclamation est faite contre la cité et une ou plusieurs municipalités qui sont conjointement tenues d’entretenir la voie publique ou le pont, au secrétaire de la cité et de chacune des autres municipalités.  Le fait de ne pas donner l’avis n’empêche pas d’intenter l’action en cas de décès du blessé des suites de la blessure. |
| Par. 42 (7) |  |
| Par. 42 (8) | Le fait de ne pas donner l’avis ou l’insuffisance de celui-ci n’empêche pas d’intenter l’action si un juge conclut qu’une excuse raisonnable explique le défaut ou l’insuffisance de l’avis et que ce défaut ou cette insuffisance n’est pas préjudiciable à la défense de la cité. |
| [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts. |
| **Accidents de la route** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à compter de la date à laquelle la demande d’indemnisation contre l’automobiliste négligent a été découverte. En ce qui concerne les dommages corporels, cela signifie deux ans à partir de la date à laquelle la partie lésée découvre que ses blessures atteignent le "seuil", conformément au par. 267.5 (5) de la *Loi sur les assurances*. – [*Farhat*](http://canlii.ca/t/gh2bz)[*v. Monteanu,* 2015 ONSC 2119, 125 OR (3d) 267](http://canlii.ca/t/gh2bz) |
| **Hôpitaux et établissements psychiatriques** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts. |

8



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Demandes de règlement d’assurance** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4; [*Loi sur les assurances*, L.R.O. 1990, chap. I.8](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90i08#BK44) | Cette section traite des réclamations faites par les assurés contre les assureurs. Les assureurs ne peuvent pas se soustraire par contrat aux délais de prescription légaux, lorsque l’assuré est un consommateur tel que défini dans la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* : *Loi de 2002 sur la prescription des actions*, art. 22. |
|  | [*Loi sur les assurances*, L.R.O. 1990, chap. I.8](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90i08#BK44)*,*  art. 280; [*Règl. de l’Ont. 34/10 :* annexe sur les indemnités d’accident légales](https://www.ontario.ca/fr/lois/reglement/100034)  s. 32 | En vertu de l’Annexe sur les indemnités d’accident légales, une personne qui a l’intention de demander une indemnité doit en aviser l’assureur dans les **7 jours** des circonstances qui ont donné naissance au droit à l’indemnité ou dès que possible après ce jour. |
| **Indemnités d’accident - Police d’assurance automobile** | En cas de refus de paiement d’une prestation ou de contestation du montant d’une prestation, une demande de règlement du litige doit être introduite auprès du Tribunal d’appel en matière de permis dans un délai de **2 ans à compter du refus de paiement**, sous réserve de la possibilité de découvrir le litige. [*Tomec v. Economical Mutual*](http://canlii.ca/t/j37sh)[*Insurance Company*, 2019 ONCA 882](http://canlii.ca/t/j37sh).  [Remarque : avant 2016, les actions indemnités d’accident légales étaient portées devant le tribunal]. |
| [*Règl. de l’Ont. 403/96 : annexe sur les indemnités d’accident légales*](https://www.ontario.ca/fr/lois/reglement/960403)[*Accidents Benefits*](https://www.ontario.ca/laws/regulation/960403)[*Schedule*](https://www.ontario.ca/laws/regulation/960403), art. 51; [*Règl. de l’Ont. 34/10 :* annexe sur les indemnités d’accident légales](https://www.ontario.ca/fr/lois/reglement/100034), art. 56 |

9



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Assurance automobile - Dommages à l’automobile ou à son contenu; perte ou dommages à des personnes ou à d’autres biens.** | [*Loi sur les assurances*, L.R.O. 1990, chap. I.8](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90i08#BK44), art. 259.1. | L’instance contre un assureur fondée sur un contrat à l’égard d’une perte ou de dommages causés à une automobile ou à son contenu doit être engagée **dans l’année** qui suit le moment où se sont produits la perte ou les dommages. |
| **Couverture des automobilistes non assurés et non identifiés** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4  [Remarque : R.R.O. 1990,  Règl. 676 , les par. 8 (2)  et 8 (3) n’ont pas été conservés dans l’annexe de la Loi de 2002 sur la prescription des actions] | 2 ans à compter de la date de découverte des faits à l’origine de la demande de règlement, c’est-à-dire 2 ans à compter de la date à laquelle la demande de règlement a été soumise à l’assureur. Voir [*Chahine and Al-Dahak v. Grybas*, 2014 ONSC 4698](http://canlii.ca/t/g8lns) |
| **Couverture de l’automobiliste sous-assuré** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | 2 ans à compter de la date de découverte des faits à l’origine de la demande de règlement, c’est-à-dire 2 ans à compter de la date à laquelle la demande de règlement a été soumise à l’assureur. Voir [*Schmitz v. Lombard Ins. Co.,* 2014 ONCA 88, 118](http://canlii.ca/t/g2xl6) [O.R. (3d) 694 (C.A.)](http://canlii.ca/t/g2xl6) |
| **Polices tous risques** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | Dans une police consommateurs, 2 ans à compter de la date de découverte de la demande de règlement. Dans les polices entreprises, l’assureur peut substituer un délai de prescription différent. [*Boyce v. The Co-Operators General Insurance Company*, 2013 ONCA 298](http://canlii.ca/t/fxfnh) |
| **Perte par incendie** | [*Loi sur les assurances*, L.R.O. 1990, chap. I.8](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90i08#BK44),  art.148, condition légale no14. | L’action ou l’instance engagée contre l’assureur pour le recouvrement d’une demande de règlement dérivant du présent contrat se prescrit par **un an** à compter de la survenance du sinistre. |

10



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | Certaines juridictions inférieures ont estimé que lorsque l’assurance incendie est incluse dans une police multirisque, cette condition légale ne s’applique pas. *Boyce v. Co-operators General Insurance Co.*, [2012 ONSC](http://canlii.ca/t/ftqmd) [6381](http://canlii.ca/t/ftqmd), rejetée pour d’autres motifs, [2013 ONCA 298](http://canlii.ca/t/fxfnh) |
| **Polices d’assurance-vie** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts. |
| **Assurance invalidité** |  | |
| **[Peut faire partie d’une police d’assurance-vie (partie V de la Loi sur les assurances) ou d’une police d’assurance contre les accidents et la maladie (partie VII).** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24) art. 4  **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts, selon l’une des 2 situations suivantes :  Deux ans à compter du défaut de paiement des prestations : [*Pepper v. Sammina-Sci Systems Canada*, 2017 ONCA 730](http://canlii.ca/t/h67sm).  Deux ans à compter du refus des prestations, après la fin de la procédure de révision/appel des assureurs : [*Clarke v. SunLife Assurance*,](http://canlii.ca/t/j1xp0) [2019 ONSC 2942](http://canlii.ca/t/j1xp0) | |
| **Liquidation du compte d’un procureur** | [*Loi sur les procureurs*, L.R.O. 1990, chap. S.15](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90s15#BK3), art. 2 | Aucune action ne peut être intentée pour le recouvrement d’honoraires, de frais ou de débours pour des affaires réalisées par un procureur **moins d’un mois** après que le procureur a remis sa facture à la personne concernée. |
| Art. 3 | En l’absence de contestation du mandat du procureur et de circonstances exceptionnelles, une ordonnance peut être obtenue par voie de réquisition auprès du greffier local de la Cour supérieure de justice, a) par le client, pour la remise et la liquidation du mémoire du procureur; b) par le client, pour la liquidation du mémoire déjà remis, dans le **mois** qui suit sa remise; c) par le procureur, pour la liquidation du mémoire déjà remis, **un mois** après la remise du mémoire si aucune ordonnance de liquidation n’a été rendue antérieurement. |

11



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Par. 4 (1) et  [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | Aucun renvoi ne sera ordonné à la demande de la partie débitrice d’une telle facture après l’obtention d’un verdict ou d’un jugement, ou après 12 mois à compter de la date de remise, d’envoi ou de départ de ladite facture, sauf dans des circonstances exceptionnelles à prouver à la satisfaction du juge du tribunal auquel la demande de renvoi est adressée.  [N.B. : la période de 12 mois mentionnée ci-dessus a été remplacée par une période de deux ans à l’article 4 de la *Loi de 2002 sur la prescription des actions*. Toutefois, l’article 20 de la *Loi de 2002 sur la prescription des actions* conserve la règle des circonstances exceptionnelles énoncée dans les articles 4 et 11 de la *Loi sur les procureurs*. Voir [*Guillemette v. Doucet*, 2007](http://canlii.ca/t/1tg2h) [ONCA 743](http://canlii.ca/t/1tg2h)] |
| **Responsabilité en matière maritime** | [*Loi sur la responsabilité en matière maritime (L.C. 2001, ch. 6)*](https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/m-0.7/)*, Annexe 2* | Différents délais de prescription, selon le type de blessure ou de réclamation. |
| **Responsabilité des occupants - Dommages corporels causés par la neige ou la glace** | [*Loi sur la responsabilité des occupants, L.R.O. 1990, chap. O.2*](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90o02)  [*O.2*](https://www.ontario.ca/laws/statute/90o02), par. 6.1 (1), par. 6.1 (2) | L’avis écrit de la réclamation (y compris la date, l’heure et le lieu de la survenance des blessures) doit être signifié personnellement ou envoyé par courrier recommandé dans les 60 jours suivant la survenance des blessures à au moins une des personnes suivantes :   1. un occupant; 2. un entrepreneur indépendant embauché par l’occupant pour enlever la neige ou la glace dans les lieux au cours de la période pertinente pendant laquelle les blessures sont survenues. |
| Par. 6.1 (5) | Le fait de ne pas donner l’avis n’empêche pas d’intenter l’action en cas de décès de la personne blessée des suites de ses blessures. |
| Par. 6.1 (6) | Le fait de ne pas donner l’avis ou l’insuffisance de l’avis n’empêche pas d’intenter l’action si un juge conclut qu’une excuse raisonnable explique le défaut ou l’insuffisance de l’avis et que ce défaut ou cette insuffisance n’est pas préjudiciable à la défense du défendeur.  **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts. |
| [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 |  |
|  | |
|  |
| **Sûretés mobilières** |
| [*Loi sur les sûretés mobilières*, L.R.O. 1990, chap. P.10](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90p10), par. 44 (6) | Une réclamation auprès de la Caisse d’assurance doit être présentée dans un délai **d’un an** à compter de la date à laquelle le réclamant a pris connaissance de la perte ou du préjudice dont découle la réclamation. |

12



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Administrations publiques, y compris la police**  **Services publics**  **Chemins de fer /Tramways**  **Biens immobiliers**  **Écoles et universités** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts. |
| [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts. |
| [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts. |
| [*Loi sur la prescription des actions relatives aux biens immeubles*, L.R.O. 1990, chap. L.15](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90l15) | [*Voir le document practice PRO Limitations Table – Real Property Limitations Act*](https://www.practicepro.ca/wp-content/uploads/2020/01/2020-REAL-PROPERTY-LIMITATIONS-ACT.pdf) |
| [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24), art. 4 | **2 ans** à compter du jour où les faits à l’origine de la réclamation ont été découverts. |
| **Voyage par avion** | [Loi sur le transport aérien (L.R.C. (1985), ch. C-26), chapitre III,](https://laws-lois.justice.gc.ca/eng/acts/C-26/page-7.html#h-79536)  [annexe VI,](https://laws-lois.justice.gc.ca/eng/acts/C-26/page-7.html#h-79536) article  35 | **2 ans** à compter de l’arrivée à destination, ou du jour où l’aéronef aurait dû arriver, ou de l’arrêt du transport. (pour les dommages réclamés). |
| **Testaments et successions** |  |  |



13

3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Réclamations par ou contre les successions des défunts pour des dommages corporels et matériels.** | [Loi sur les fiduciaires, L.R.O. 1990, chap. T.23](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90t23), par. 38 (3) | **2 ans** à compter du décès du défunt. *[Remarque : les réclamations par ou contre les successions ne sont pas toutes régies par le par. 38 (3) de la Loi sur les fiduciaires. Voir le libellé des paras 38 (1) et (2)]*  *L’allègement du délai de prescription peut être obtenu en vertu de l’article 47 de la* [*Loi sur les successions,* L.R.O. 1990, chap. E. 21.](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90e21) |
| **Questions liées aux testaments** | [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24) art. 4 et al. 16 (1) a) | Deux ans à compter de la date du décès, mais sous réserve de possibilité de découverte. [*Leibel v. Leibel, 2014 ONSC*](http://canlii.ca/t/g8lzn)[*4516*](http://canlii.ca/t/g8lzn); [*Birtzu v. McCron, 2017 ONSC 1420*](http://canlii.ca/t/h07hn); [*Shannon v. Hrabovsky, 2018 ONSC 6593*](http://canlii.ca/t/hvx8k)  Aucun délai de prescription lorsque seule une déclaration sur la validité d’un codicille est demandée, sans aucune mesure accessoire. [*Piekut v. Romoli, 2020 ONCA 26*](http://canlii.ca/t/j4pcd) |
| **Demandes d’approbation de comptes** | Pas de délai de prescription mais la règle du manque de diligence peut s’appliquer | Une demande d’approbation des comptes n’est pas une « réclamation » au sens de l’article 1 de la Loi de 2002 sur la prescription des actions.  [*Armitage v. The Salvation Army*, 2016 ONCA 971](http://canlii.ca/t/gwl3h)  [*Estate of Ronald Alfred Craymer v. Hayward et al*, 2019 ONSC 4600](http://canlii.ca/t/j20j9), paras 31 - 35 |
| **Objections aux demandes d’approbation de comptes** | Pas de délai de prescription mais la règle du manque de diligence peut s’appliquer | Une demande d’approbation des comptes n’est pas une « réclamation » au sens de l’article 1 de la *Loi de 2002 sur la prescription des actions*. Par conséquent, une objection à l’approbation de comptes ne saurait être une « réclamation ».  [*Wall v. Shaw*, 2018 ONCA 929](http://canlii.ca/t/hwg1t) aux paras. [48 - 50](https://www.canlii.org/en/on/onca/doc/2018/2018onca929/2018onca929.html#par48)  [*Estate of Ronald Alfred Craymer v. Hayward et al*, 2019 ONSC 4600](http://canlii.ca/t/j20j9), paras 31 - 35 |
| **Demandes d’aliments à l’encontre d’une succession** | [*Loi portant réforme du droit des successions, L.R.O. 1990, chap S.26*](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90s26)*,* | La requête en vue d’obtenir une ordonnance alimentaire doit être présentée au plus tard 6 mois après la délivrance des lettres d’homologation ou d’administration relativement au testament (par. 61 (1)). Toutefois, tribunal peut, s’il le juge convenable, recevoir une requête en tout temps à l’égard de la partie de la succession qui n’est pas encore attribuée au moment de la requête (par. 61 (2)). |

14



3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Paras 61 (1) et 61 (2) |  |
| **Égalisation des biens nets familiaux** | [*Loi sur le droit de la famille*, L.R.O. 1990, chap. F.3](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/90f03), al. 7 (3) c) | Une requête en égalisation des biens familiaux nets ne peut être introduite après la première des dates suivantes :  ......,  c) **6 mois** après le décès du premier conjoint.  Toutefois, en vertu du par. 2 (8) de la *Loi sur le droit de la famille*, le tribunal peut, sur requête, proroger un délai prescrit par cette loi s’il est convaincu que : a) il existe des motifs à première vue d’accorder un redressement; b) il est impossible d’accorder un redressement à cause d’un retard encouru de bonne foi ; et c) la prorogation ne causera de préjudice important à personne. |
| **Indemnisation des accidents du travail** | [*Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l’assurance contre les accidents du travail*, L.O. 1997, chap. 16, annexe A](https://www.ontario.ca/laws/statute/97w16), par. 22 (1) | La demande d’indemnisation d’un travailleur doit être déposée le plus tôt possible après l’accident qui donne lieu à la demande, mais ne peut être déposée plus de **6 mois** après la survenance de l’accident ou, dans le cas d’une maladie professionnelle, la demande ne peut être déposée plus de **6 mois** après que le travailleur a appris qu’il souffrait de la maladie. |
| Par. 22 (2) | La demande d’un survivant ayant droit à des prestations doit être déposée dès que possible après le décès du travailleur, mais ne peut être déposée plus de **6 mois** après le décès du travailleur. |
| Par. 22 (3) | La Commission peut autoriser le dépôt d’une demande au-delà du délai de six mois si, à son avis, il est juste de le faire. |
| Par. 112 (3) | Les délais de prescription de l’article 120 et du paragraphe 125(2) ne s’appliquent qu’à compter du 1er janvier 1998. |



15

3/24/2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Licenciement injustifié**  ***Note au lecteur :* Délai de prescription ultime** | Par. 120 (1) | Un demandeur qui s’oppose à une décision de la Commission a **30 jours** pour déposer un avis d’opposition concernant un plan de retour au travail ou de réintégration dans le marché du travail, et **6 mois** pour déposer un avis d’opposition pour d’autres décisions de la Commission. |
| Par. 125 (2) | Pour interjeter appel d’une décision finale de la Commission, un avis d’appel doit être déposé auprès du Tribunal d’appel dans un délai de **6 mois** ou dans un délai plus long que le tribunal peut accorder. |
| [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24) art. 4 | 2 ans à compter de la notification du licenciement, et non 2 ans à compter du dernier jour de travail : [*Bailey v. Milo-Food Agricultural Infrastructure and Services*, 2017 ONCA 1004](http://canlii.ca/t/hpd4z).  Dans les cas de licenciement implicite, 2 ans à compter de la date à laquelle l’employé choisit de démissionner : [*Saltov v. Rolnick*, 2010 ONSC 914 (Div.Ct.)](http://canlii.ca/t/29dbr) |
| [*Loi de 2002 sur la prescription des actions*, L.O. 2002, chap. 24, annexe B](https://www.ontario.ca/fr/lois/loi/02l24) art. 5 | Aucune instance ne peut être engagée à l’égard d’une réclamation après un délai de **15 ans** à compter du jour où l’acte ou l’omission sur lequel la réclamation est fondée a eu lieu. Les exceptions comprennent l’âge de la minorité, l’incapacité et les faits délibérément dissimulés au titulaire du droit de réclamation. |

This resource is provided by LAWPRO® (Lawyers’ Professional Indemnity Company). The material presented does not establish, report, or create the standard of care for lawyers. The material is not a complete analysis of any of the topics covered, and readers should conduct their own appropriate legal research.

© 2021 Lawyers’ Professional Indemnity Company.

**LAWPRO remercie** [**Jurisource.ca**](https://www.jurisource.ca/) **pour sa contribution à la traduction de ce document. Ce site entièrement gratuit vous offre des milliers de ressources utiles pour votre pratique.**

16